

## 18 Étranger

## France/Fronde sociale

## Les opposants aux réformes Macron tentent la "convergence des luttes"

AFP

Paris/France

Ils étaient plusieurs dizaines de milliers à manifester hier dans toute la France.

"PUBLIC + privé + étudiants": plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont défilé hier en France, tentant de dresser un front commun contre les réformes du président Emmanuel Macron, vivement critiqué à quelques semaines de son premier anniversaire au pouvoir.

"Tous ensemble, tous ensemble, grève générale!", scandaient des étudiants à Paris, où 15 300 personnes, selon un comptage réalisé par le cabinet Occurrence, ont défilé derrière une banderole sur laquelle on pouvait lire: "Public + privé + étudiants, ensemble, stoppons les régressions sociales".

Le 22 mars, au cours de la précédente grande manifestation, 47 000 personnes avaient manifesté dans la capitale française, selon Occurrence.

A Marseille (sud-est), Occurrence a dénombré 5 700 personnes.

La police a notamment comptabilisé 4 400 manifestants à Lyon (est), 4 500 à Rennes (ouest), 3 500 à Lille (nord), 2 400 à Toulouse (sud-ouest) autour de 2 000 à Bordeaux (sud-ouest) et Strasbourg (est), et un millier ou plus à

Montpellier (sud-est).

"On est traversé par les mêmes problématiques... et ce dans tous les secteurs réunis aujourd'hui", a déclaré Mireille Stivala, la responsable de la CGT du secteur de la santé, où le mécontentement est également vif.

Des heurts ont éclaté entre forces de l'ordre et manifestants au cours du défilé parisien, qui a été émaillé de dégradations.

"Macron, président des riches", "Macron l'arrogant", "Macron le valet des patrons": sur les banderoles, les autocollants, les pancartes, des tags, hué par la foule à Montpellier, ou hurlé dans les portavoix et micros par les représentants syndicaux, le nom du président était partout ciblé.

"Eh Manu, descend!", pouvait-on lire sur des tags à Paris.

Sous le slogan "Convergence des luttes!", les syndicats CGT, le premier de France, et Solidaires, tentaient ainsi d'obtenir la journée de mobilisation interprofessionnelle la plus large possible, avec 133 manifestations sur l'ensemble du territoire, afin de fédérer les mécontents qui perdurent depuis plusieurs semaines contre la vague "néolibérale", comme ils l'appellent.

Les transports ferroviaires sont soumis à de grandes perturbations depuis début avril, avec deux jours de grève tous les cinq



Photo : AFP

Ils étaient des dizaines de milliers à manifester hier dans toute la France (ici à Nantes) pour s'opposer aux réformes du président Emmanuel Macron et de son gouvernement.

jours à la SNCF. L'opérateur des chemins de fer français est secoué par un mouvement de protestation contre la réforme du rail qui met notamment fin à la garantie de l'emploi pour les nouveaux cheminots.

Cette réforme est "nécessaire" et sera "conduite jusqu'à son terme", a réaffirmé hier la ministre des Transports Elisabeth Borne, après un nouveau durcissement du conflit. Les syndicats ont en effet suspendu leur participation à la concertation avec la ministre, exigeant de négocier avec le Premier ministre Édouard Philippe.

**LA CGT ISOLEE** • D'autres arrêts de travail concernent notamment les secteurs de l'énergie, des crèches et des écoles et s'ajoutent à la fronde des étudiants.

Quatre universités sur environ 70 sont totalement

bloquées par des étudiants opposés à la loi réformant l'accès à l'université, accusée d'introduire la "sélection".

L'occupation des étudiants débutée mardi soir dans la prestigieuse école de Sciences Po Paris, en soutien au mouvement de protestation étudiant, a pris fin hier, avant une nouvelle assemblée générale prévue dans la soirée.

Outre ces actions, les fonctionnaires, qui s'opposent aux suppressions de 120 000 postes prévues sur un total de 5,4 millions, organiseront une 3e journée de grève le 22 mai.

Mais Emmanuel Macron a dit ne pas croire à la "coagulation" des "mécontentements", estimant qu'ils avaient "peu à voir" entre eux.

"Je vous demande d'accepter un changement", a-t-il répondu mercredi à des cheminots grévistes qui le

huyaient au cours d'un déplacement dans l'est. "On a pris en France l'habitude de la plainte", a-t-il accusé.

Il y a "une convergence des indignations", a cependant jugé Marine Le Pen, qui dirige le parti d'extrême droite Front national. "En multipliant les réformes, (M. Macron) a créé un certain nombre de mécontents. Et aujourd'hui ces mécontents se rejoignent", a-t-elle affirmé.

La fronde sociale semble avoir un impact sur la popularité du président, à quelques semaines du premier anniversaire de son arrivée au pouvoir, le 14 mai 2017. Six Français sur dix se disent ainsi "mécontents" de son action, selon un sondage Ifop-Fiducial. Mais une autre enquête du même institut montre qu'Emmanuel Macron obtiendrait 33% des voix au premier tour d'une élection présidentielle, soit neuf points de plus qu'il y a un an.

L'appel à la "convergence des luttes" d'hier reste de plus pour l'instant isolé, les autres syndicats refusant de s'y joindre.

"La CGT appelle à la grande mobilisation pour essayer de relancer un mouvement qui s'essouffle", assure à l'AFP Stéphane Zumsteeg, de l'institut d'opinion Ipsos.

"La CGT joue son va-tout", croit aussi Le Figaro, d'autant plus que le nombre de grévistes est en baisse à la SNCF par rapport au début du mouvement.

## Nigeria/Politique

## Le président Buhari crée la polémique en traitant les jeunes de paresseux

AFP

Lagos/Nigeria

Ces derniers ont laissé éclater leur colère sur les réseaux sociaux. Et les politiques ne sont pas en reste.

Le président nigérian Muhammadu Buhari est sous le feu des critiques pour avoir reproché dans un discours aux jeunes de son pays de ne vouloir "rien faire" et de profiter de l'argent du pétrole.

Le chef de l'Etat, qui a annoncé récemment son intention de briguer un second mandat en 2019, s'est exprimé mercredi lors d'un forum d'affaires du Commonwealth à Londres.

"Beaucoup d'entre eux ne sont pas allés à l'école et prétendent (...) que le Nigeria étant un pays producteur de pétrole, ils peuvent s'asseoir et ne rien faire et avoir droit à un logement, des soins de santé et une éducation gratuits", a-t-il déclaré.

Ses propos ont déclenché la colère des Nigériens sur les réseaux sociaux, dans un pays frappé par la pauvreté et l'absence de services publics de base, comme la fourniture d'eau courante et d'électricité, bien qu'il soit la première économie d'Afrique de l'Ouest.

Hier matin, le hashtag #LazyNigerianYouths ("jeunes Nigériens paresseux") était repris en boucle sur Twitter, les internautes énumérant les efforts et sacrifices consentis par la jeunesse au moment où le Nigeria traverse une période difficile sur le plan économique.

"Le gouvernement n'a jamais rien créé pour moi, je me nourris de ma débrouille et pourtant ils disent que nous sommes paresseux", a écrit l'un d'eux.

L'ancien vice-président nigérian Atiku Abubakar, 71 ans, candidat à la présidentielle du principal parti d'opposition, le PDP (Peoples Democratic Party), a lui aussi critiqué le chef de l'Etat.

"Je ne parlerai jamais de la



Photo : AFP/L'Union

En reprochant aux jeunes de ne vouloir "rien faire", le président Muhammadu Buhari a déclenché une belle polémique dans son pays.

jeunesse du Nigeria comme de gens qui s'assoient et ne font rien", a-t-il déclaré sur Facebook, soulignant que la jeunesse est "l'épine dorsale" du pays.

Le président Buhari a fait "de l'humour avec notre fierté nationale", a estimé un autre prétendant à la présidence, Adamu Garba.

Pour le quotidien The Daily

Post, l'ancien général de 75 ans "attaque" la jeunesse.

En dépit du tollé qu'elles ont provoqué, les déclarations du président Buhari ne risquent guère cependant de jouer un rôle important dans l'élection présidentielle prévue l'année prochaine, estime l'analyste politique Saheed Animashaun.

"Premièrement, une énorme partie des jeunes qui vont voter ne seront pas au courant de ce commentaire", relève-t-il. "Deuxièmement, quand viendra le moment de l'élection l'année prochaine, ils auront oublié" cette affaire.

**DES TOLLES** • Le président Buhari a déjà suscité à plusieurs reprises des tollés dans le passé, avec des déclarations impromptues lors de voyages à l'étranger. Ainsi, en 2016, il avait déclaré au journal britannique Daily Telegraph qu'il était difficile d'"accepter" les Nigériens à l'étranger à cause de leur réputation en matière de criminalité, en particulier de trafic de drogue

et de traite d'êtres humains. Plus tard la même année, au cours d'un déplacement en Allemagne, après que sa femme Aisha eut laissé entendre qu'elle ne le soutiendrait pas pour briguer un deuxième mandat, M. Buhari avait déclaré: "Sa place est dans ma cuisine".

La chancelière Angela Merkel l'avait foudroyé du regard. Le taux combiné de chômage et de sous-emploi des jeunes au Nigeria a oscillé autour de 50% fin 2017, après que le pays eut traversé la pire récession économique depuis 25 ans.

La croissance a connu une légère reprise l'an dernier, mais le PIB hors pétrole reste marginal, notamment en raison du manque criant d'infrastructures dans le pays.

Le Nigeria, qui compte déjà plus de 180 millions d'habitants, devrait dépasser les Etats-Unis pour devenir le troisième pays le plus peuplé du monde avec plus de 300 millions d'habitants d'ici à 2050, selon l'Onu.

## L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Conflit.** La Minusca affiche sa fermeté

La Mission de l'Onu en Centrafrique (Minusca) a assuré mercredi qu'elle "ne céderait pas à l'intimidation" à la suite du regroupement d'éléments armés à Kaga Bandoro, à 300 km au nord de Bangui.

• **Guinée-Bissau/Politique.** Le Parlement, près de deux après



Photo : AFP

Le Parlement bissau-guinéen a entamé hier sa première réunion depuis près de deux ans, une paralysie due à la crise entre le président José Mario Vaz et le parti au pouvoir.

• **Swaziland/Politique.** Le roi rebaptise son pays "eSwatini"

Le roi du Swaziland, dernier monarque absolu d'Afrique, a annoncé que son pays changeait de nom pour s'appeler "eSwatini", une décision rendue publique hier à l'occasion du 50e anniversaire de l'indépendance de ce petit Etat d'Afrique australe.

## A travers le monde

• **Allemagne-France/Diplomatie.** Macron et Merkel affichent leurs différences sur la zone euro

Emmanuel Macron est venu hier à Berlin réclamer davantage de "solidarité" financière en zone euro dans le cadre de son projet de refondation de l'Europe mais n'a pu obtenir qu'une réponse très réservée d'Angela Merkel.

• **Arménie/Politique.** Manif anti-Sarkissian pour la septième journée consécutive

Quelques milliers de personnes ont manifesté hier à Erevan contre l'ex-président arménien Serge Sarkissian, devenu Premier ministre aux pouvoirs renforcés, pour la septième journée consécutive de protestation.

• **Syrie/Conflit.** Les affirmations de Moscou

La Russie a affirmé hier avoir trouvé des cylindres contenant du chlore en provenance d'Allemagne et des "fumigènes" britanniques dans la Ghouta orientale en Syrie, ex-enclave rebelle reprise par le régime syrien et théâtre début avril d'une attaque chimique présumée.